

PROLONGEMENT DE NOTRE NEWSLETTER DE **FEVRIER 2015**

Le Décret n° 2017-1308 du 29 août 2017 vient nous apporter quelques précisions au sujet des obligations concernant la vente de certains produits dits « précurseurs d'explosifs » utilisés pour le traitement de l'eau des piscines.

Qu'en est-il ?

Le [règlement européen n° 98/2013](#) a interdit aux particuliers d'acheter certaines substances chimiques, ainsi que les produits qui en sont dérivés, dès lors que la concentration des substances interdites y est élevée.

Outre l'interdiction de vendre certains produits, le règlement impose aussi, **depuis le 1er septembre 2014**, pour les professionnels qui vendent des substances chimiques, dont la concentration est moindre, **l'obligation d'enregistrer l'acheteur**, de signaler les transactions suspectes, disparitions ou vols à un point de contact national. Que l'acheteur soit un particulier ou un professionnel est sans importance.

Certains produits de traitement, type «Oxygène actif», contenant du peroxyde d'hydrogène à une concentration supérieure à 12%, sont concernés.

Ainsi, depuis le 31 août 2017, en qualité de vendeur de ce type de produits, vous deviez, notamment, recueillir et enregistrer les coordonnées de vos clients et, le cas échéant, déclarer les transactions suspectes (quantité inhabituelle...) auprès de la Mission Nationale de Contrôle des Précurseurs Chimiques, contact : mncpc@finances.gouv.fr

Ces obligations prescrites par le règlement Européens précités viennent d'être précisées aux termes d'un décret publié le 29 août 2017, codifié aux articles **2351-1 à 2351-8 du Code de la défense**

En pratique, les opérateurs économiques qui vendent aux consommateurs des précurseurs d'explosifs faisant l'objet de restrictions, prévues par le règlement Européen n° 98/2013 du 15 janvier 2013 (notamment les produits contenant du peroxyde d'hydrogène, dans une concentration supérieure à 12%), doivent enregistrer leurs transactions avant de vendre le produit.

QUI ?

Lors de chaque transaction concernée, l'obligation d'enregistrement des données concernant l'acquéreur incombe à **l'exploitant**.

En cas de **transfert** de propriété ou d'exploitation de l'établissement (*vente ou mise en location gérance du fonds de commerce*), **le registre papier ou les données enregistrées** dans le traitement automatisé sont **transmis au successeur de l'exploitant**.

En cas de **cessation définitive de l'activité**, l'exploitant dispose d'un délai de 3 mois pour **transmettre son registre papier ou les données enregistrées** dans le traitement automatisé **au commissariat de police ou à la brigade de gendarmerie** nationale territorialement compétent.

COMMENT ?

L'exploitant doit tenir **un registre papier**, conforme au modèle ci-dessous, ou dans un traitement automatisé où sont inscrits, au jour le jour, pour chaque transaction.

Les informations à collecter sont les suivantes :

NOM PRENOM De l'acquéreur DATE ET LIEU de naissance ADRESSE	TYPE ET NUMERO Du document d'identité officiel* de l'acquéreur	DESCRIPTION PRECISE De la substance ou du mélange ainsi que la concentration et la quantité	UTILISATION PREVUE De la substance ou du mélange	DATE ET LIEU de la transaction	MODE DE PAIEMENT de la transaction	SIGNATURE
---	---	---	--	--------------------------------------	---	-----------

* document d'identité officiel portant la photographie de l'acquéreur (CNI, PC...)

Le registre papier devra **préalablement** être coté et paraphé par le commissaire de police ou le commandant de brigade de gendarmerie compétent. Il doit être rempli chronologiquement sans blanc ni altération d'aucune sorte.

L'exploitant est tenu de prendre toutes **précautions** utiles afin de préserver la **sécurité du registre papier ou du traitement automatisé**, d'empêcher toute utilisation détournée ou frauduleuse des informations, notamment par des tiers non autorisés, et d'assurer la confidentialité et l'intégrité des données collectées.

Le registre papier ou le traitement automatisé pourra être consulté **uniquement par les services de la police et de la gendarmerie** nationales, aux fins de contrôle et dans la stricte mesure nécessaire à l'accomplissement de leurs missions au regard des finalités du traitement.

Les données à caractère personnel recueillies devront être conservées pendant une **durée de cinq années** à compter de leur enregistrement. Au terme de ce délai, ces données sont obligatoirement effacées par l'exploitant.

DANS QUEL BUT ?

L'objectif de cet enregistrement est de prévenir les atteintes à la sécurité publique en limitant et en contrôlant la mise à disposition des consommateurs de substances ou mélanges déterminés pouvant être utilisés de manière détournée pour la fabrication illicite d'explosifs et en garantissant la traçabilité des transactions y afférentes.

EN CAS D'INFRACTION...

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5e classe (de 1500€ à 3000€), le fait, notamment, pour l'exploitant :

- De mettre à la disposition de tout consommateur un des précurseurs d'explosifs désignés, sans avoir effectué l'enregistrement prévu.
- De ne pas conserver pendant cinq ans, à partir du jour de la transaction, l'enregistrement de chaque transaction concernant les précurseurs désignés
- De ne pas signaler les transactions suspectes au sens des articles, les disparitions et les vols importants de précurseurs d'explosifs au point de contact national mncpc@finances.gouv.fr